N°6

PLPL

Pour Lire Pas Lu

Prix : 10 F

octobre 2001 — Le journal qui mord et fuit... — numéro six

LES MÉDIAS C'EST LA GUERRE !

Pour exiger l'ordre et la cogne, davantage de police et d'armée, seuls les prétextes changent. Deux tours sont démontées en Amérique ? Les médias réclament un nouveau déploiement militaire en France. Une nouvelle monnaie gluante s'apprête à polluer nos vies ? Chacun explique que « *la sécurité est l'un des points essentiels pour un bon passage à l'euro* ». Des « incivilités » troublent les quartiers de relégation sociale ? Tous exigent la « tolérance zéro ». Sitôt qu'on les exfiltre de leurs jacuzzis blindés, les gloseurs bedonnants du parti de la presse et de l'argent demandent, terrifiés, la protection de vigiles et de chiens.

Les médias (qui mentent) appartiennent aux profiteurs de l'ordre. Attiser le « sentiment d'insécurité » ou la panique du « terrorisme » ne constitue pas seulement le miel de leur tapinage commercial, c'est d'abord leur raison sociale. Ébranlés par la faillite des pitres de la « nouvelle économie », inquiets de constater que les patrons (qui plastronnent) mobilisent désormais le peuple contre eux, les menteurs et les gloseurs ont choisi de reconstituer une foule avachie, lobotomisée par la peur. La révolte pointait, l'avilissement marchand rencontrait ses limites : l'amour de l'argent se dissimulera désormais derrière les plis d'un uniforme et les couleurs d'un drapeau. Déjà les militants anticapitalistes sont assimilés à des criminels ou à des « terroristes » ; déjà les victimes des plans sociaux sont encouragés à se résigner à leur sort et à lire *Le Monde* en chantonnant : « Nous sommes tous américains. »

Les médias veulent la guerre. Ils l'auront. Ils brandissent la foudre et le bâillon. Nous les détruirons à coups de talon.

• • • Lire pages 3 à 5

La laisse d'or

La lutte est acharnée mais *PLPL* ne décerne la laisse d'or qu'au plus servile.

Le dossier de candidature de Josyanne Savigneau à la Laisse d'Or était tellement consistant que son instruction a pris du temps. Mais les mérites de l'impétrante sont indiscutables. Au laquais de BHL, à l'attachée de presse de Sollers et de Houellebecq, à la potiche de Guillaume Durand, *PLPL* décerne donc son trophée le plus convoité.

Josyanne Savigneau dispose d'un atout. Elle dirige *Le Monde des Livres*, « *un exemple tout à fait déplorable en matière de corruption* », selon le philosophe Jacques Bouveresse. Dans son édition du 10 mars 2000, Josyanne avait célébré avec une flamme réservée d'ordinaire aux tas de mots mondains et gélatineux de Sollers un livre narcissique de Guillaume Durand (lire *PLPL* n° 0). Elle écrivait : « *On devrait certainement faire lire ce texte dans les écoles de journalisme.* » Peu après, Durand invita Savigneau sur le plateau de son émission de La Cinquième. Il y recommandait la lecture d'un opuscule josyaniais sur Marguerite Yourcenar. Une Cinquième contre un *Monde*, le compte n'y était pas. Josyanne s'offusqua.

Et Guillaume a annoncé : « *J'ai demandé à Mme Josyanne Savigneau, rédacteur en chef au* Monde, *responsable du supplément hebdomadaire* Le Monde des Livres *et du supplément mensuel* Le Monde Poche *de nous rejoindre* » sur France 2, dans l'émission qui remplace « Bouillon de culture ».

BHL en frétille de joie : « *Elle est la seule à avoir compris ce qu'il y a réellement derrière l'interminable procès instruit contre moi depuis vingt ans.* » Car même si elle réserve ses enthousiasmes au moindre textulet de Sollers, en juin 1996 Josyanne adore *Le Lys et la cendre* (BHL) ; en octobre 1997, elle célèbre *Comédie* (BHL) ; en janvier 2000, elle fait un « *trépidant voyage* » dans *Le Siècle de Sartre* (BHL).

Mais Josyanne est aussi historienne. Dans *Le Monde* du 24 janvier 1997, elle interrogeait un jeune spécialiste de Napoléon III. Son nom : Alain Minc, président du conseil de surveillance du *Monde*.

Pour relire pas relu

Alexandre Adler, dit Triple Crème, s'est une fois de plus distingué au moment des attentats de New York et de Washington. Il a confirmé son goût du sang en faisant l'éloge d'Ariel Sharon ; il a ajouté à propos du directeur de la CIA : « *Moi, personnellement, je le fusillerais dans la journée.* » (Canal+, 11.09.01) En avril dernier, Adler estimait déjà : « *Milosevic mérite mille fois la mort.* » (France Culture, 07.04.01)

Mais Triple Crème n'est constant que pour exiger la mort. Pour le reste, Adler dit tout et son contraire. Un exemple, les élections italiennes du printemps dernier : « *Que le retour en force de Silvio Berlusconi sur la scène italienne soit une catastrophe morale est une évidence... On peut rapprocher les figures de Mussolini et de Berlusconi... L'arrivée de Berlusconi en vainqueur sera bien sûr une honte et un risque pour l'Europe.* » (*Courrier International*, 03.05.01)

Vingt jours plus tard, sans doute après avoir compris que la plupart des propriétaires des restaurants à pâtes et des pizzerias de la péninsule avaient voté pour le milliardaire bronzé, Triple Crème se ravisa : « *Déception, affliction, voire "vigilance" : le ton adopté par certains en France après la victoire de Berlusconi n'est pas très raisonnable. L'italien Berlusconi est en effet le contraire de l'Autrichien Haider... La victoire de Berlusconi est en soi une victoire de la démocratie... L'élection débouche sur la première majorité claire au Parlement depuis cinq ans : une stabilité rêvée pour l'Italie.* » (*L'Expansion*, 23.05.01) *

* Informations transmises par un lecteur de *PLPL*.

FAIRE UN PRÉSIDENT À L'AMÉRICAINE

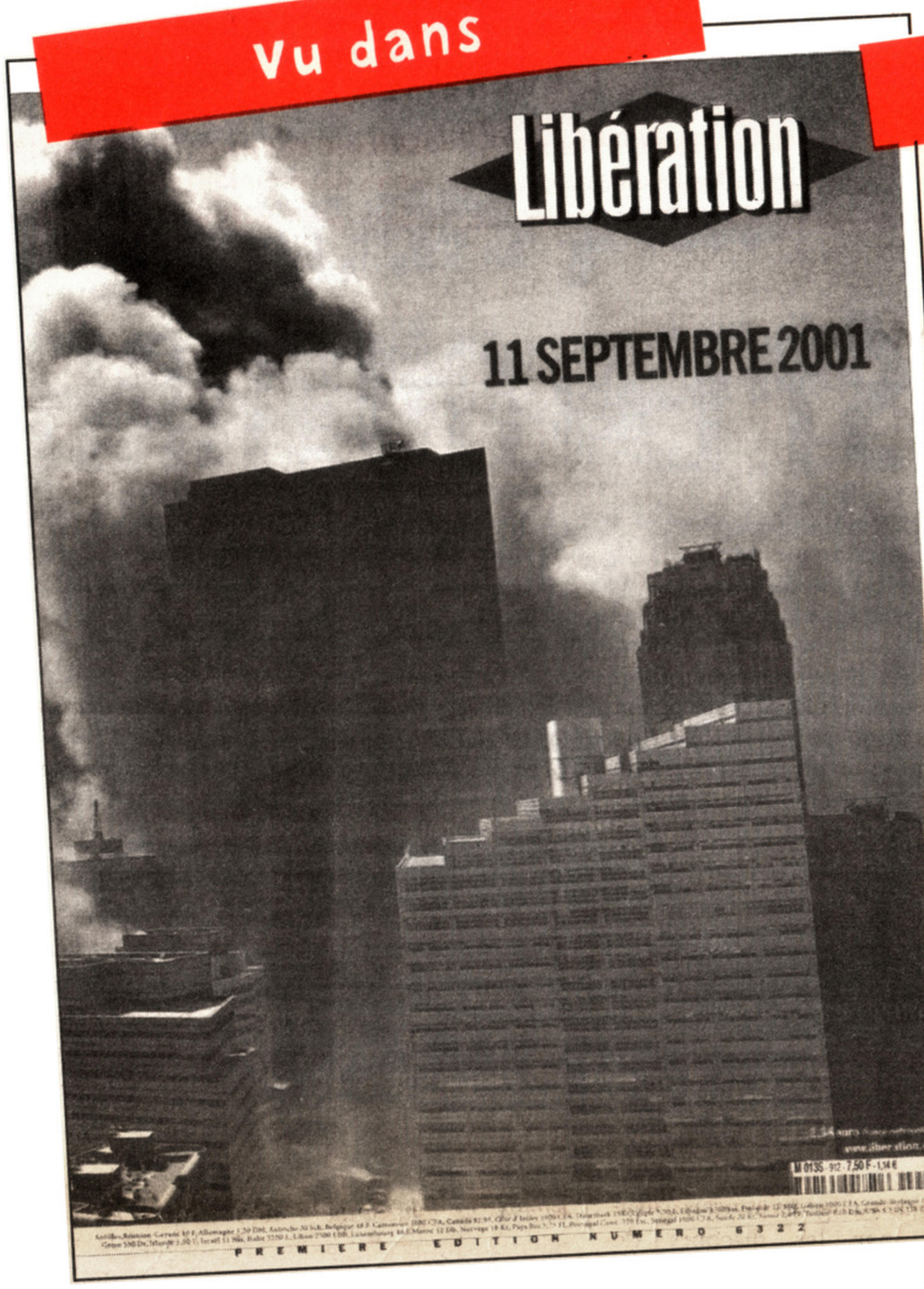
Pendant les cinq jours qui ont suivi les attentats aux États-Unis, Radio France a appliqué à sa façon le plan Vigipirate. Daniel Mermet fut sommé de se taire. Il dut céder la parole à Nicole Bacharand et à John Vinocur. La première, une politologue sans talent, donc de Sciences-Po, eut ainsi l'occasion de souffler au directeur du *Monde* son thème d'éditorial : « *Nous sommes tous des Américains.* » Puis, elle criailla bêtement : « *Chercher du côté des victimes la faute, c'est inqualifiable !* [...] *ne vaut-il pas mieux que ce soient les États-Unis qui soient première puissance mondiale que la Chine, que la Russie ?* » Le second, journaliste à l'*International Herald Tribune*, s'étrangla sur France Culture lorsqu'on suggéra qu'il faudrait épargner les innocents : « *Qui sont les innocents ? ça me dépasse un peu en temps de guerre. Il faut réagir ! Vous devez accepter la colère de la population américaine. On entre dans un monde où soit vous êtes avec nous, soit vous êtes contre nous ! Si la France cherche le coin neutre, elle va se mettre hors-jeu parce que la Grande Bretagne et l'Allemagne vont jouer le jeu américain à 100 %. Ça va réélire le chancelier Schröder à coup sûr au mois de novembre l'année prochaine. Jacques Chirac doit y penser en se disant : "Eh bien, moi aussi je veux être président encore une fois."* » (16.09.01)

Assurément, Mermet n'aurait pu faire mieux.

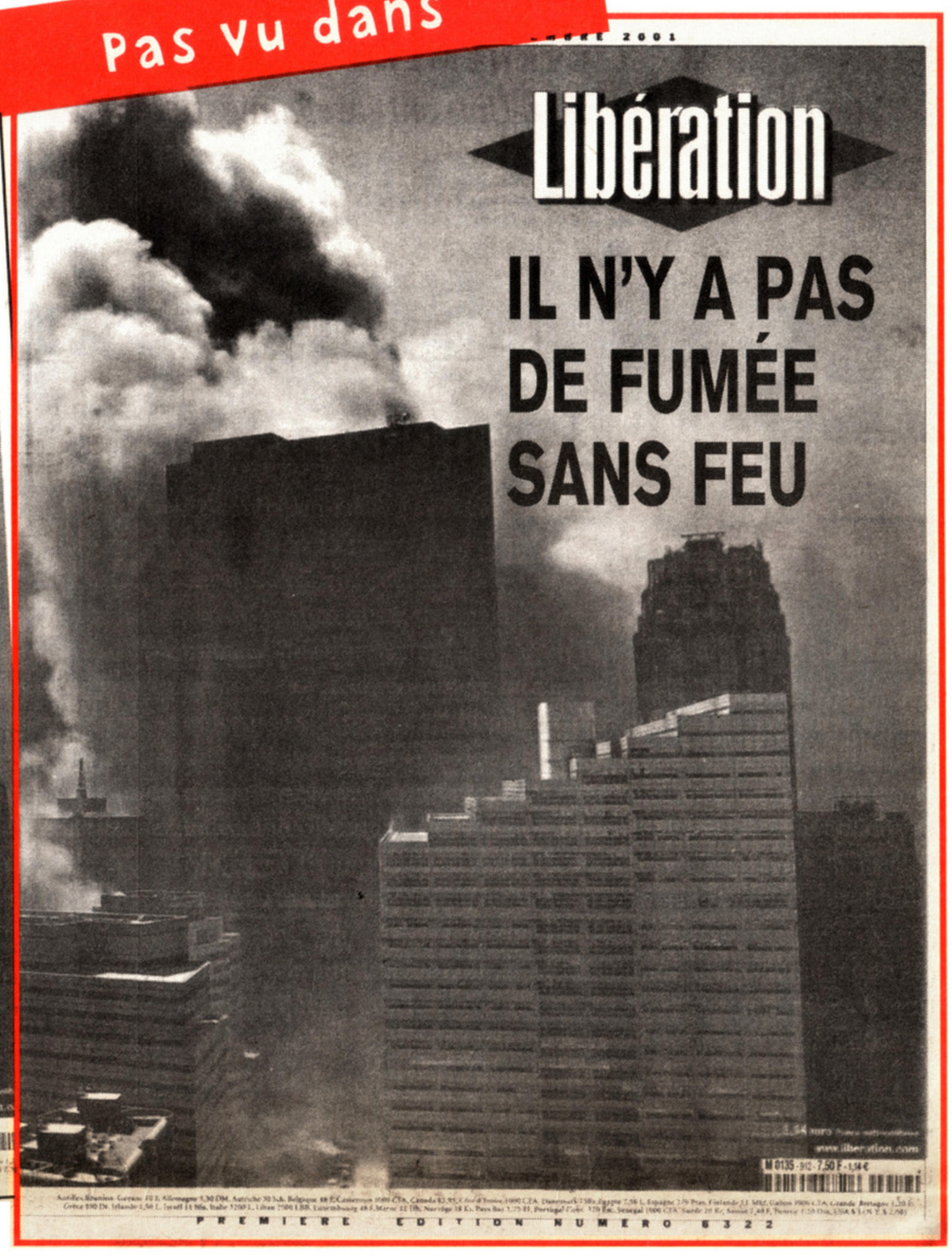
Sommaire

page 2 : PLPL rééduque la presse : « 11 septembre » • Les Sardons parlent aux Sardons • pages 3 à 5, Dossier : Les pyromanes de l'insécurité • Quand les journalistes sermonnent les gouvernants • Gauche plurielle : de Robert Hue à Robert Pandraud • Le monde enchanté de la délinquance patronale • pages 6-7 : Affiche PLPL • page 8 : Brèves moustachues • page 9 : Europropagande • page 10 : Les MédiAttac • page 11, Document PLPL : Décryptage d'un sondage du *Monde* (qui ment) • page 12 : PLPL vous offre un matraquage

Vu dans



Pas vu dans



Les Sardons parlent aux Sardons

Le Koursk a coulé. Ce mensuel infâme que ses deux derniers lecteurs Nicole Notat et Denis Kessler appelaient *Le Monde des débats* vient de déposer son bilan. *PLPL* triomphe. En février 2001, *PLPL* transmettait « *d'avance ses condoléances aux familles des infortunés sous-mariniers du* Koursk ». En mai 2001, *PLPL* ajoutait : « *Un de leurs journaux qui meurt, c'est un peu de notre liberté qui renaît.* » Notre renaissance ne fait que commencer : d'autres décès se préparent. *Le Quotidien vespéral des marchés*, le *QVM* dit *Le Monde*, criblé de dettes, est à son tour sous perfusion. Cette fois, les manigances du Nabot malfaisant Alain Minc, président du conseil de surveillance du *QVM*, risquent de ne pas suffire. *PLPL* peut l'annoncer : la prochaine entrée en Bourse du *QVM* lui tiendra lieu d'extrême onction [1].

L'effondrement du marché publicitaire et des espoirs investis dans Internet laisse présager d'autres bonnes nouvelles de cet ordre.

Pour autant, les ennemis de la Sardonie ne sont pas tous anéantis. Les frappes contre le Pentagone et le World Trade Center ont d'ailleurs confirmé les théories sardones sur l'unanimisme des médias qui mentent, l'arrogance des patrons qui plastronnent et la servilité de la gauche qui capitule [2]. Quelques heures après l'affaissement des tours où battait un peu du cœur du capitalisme mondial, des journalistes nous ont ordonné d'acheter des actions pour défendre « *la démocratie, le capitalisme* ». (CNN, 12.09.01) Les autres, qui avaient chanté la destruction de l'Irak et de son peuple comme « *la guerre du monde civilisé contre les Arabes* » (TF1), ont exigé que nous prenions le deuil. Pour une fois, la précision des « frappes » n'a pas enthousiasmé ceux qu'elle galvanise quand des Yougoslaves, des Soudanais ou des Panaméens en sont les victimes. Sur un marché de Lille, un journaliste de RMC errait désespéré à la recherche d'une poissonnière éplorée...

Dans ce contexte, l'énergie sardonique des diffuseurs de *PLPL* décuple. Le nombre des abonnés ne cesse de croître, le tirage de ce numéro a été accru de 20 % par rapport aux précédents, presque tous épuisés.

Vive la Sardonie libre !

1. La tribune du Nabot malfaisant publiée dans le *QVM* (« Mondialisation heureuse, je persiste et signe », 17.08.01) aurait d'ailleurs été écrite les larmes aux yeux, Minc venant tout juste d'apprendre le montant colossal des pertes prévues de son quotidien (avili) pour l'année 2001 (environ 200 millions de francs).

2. Le 13 septembre 2001, Robert Hue a souhaité « *exprimer notre solidarité à tout le peuple américain, à l'ensemble des citoyennes et des citoyens de ce grand pays et aux dirigeants qu'ils se sont donnés* ». Figure emblématique de la lutte anti-colonialiste du PCF, Henri Martin a estimé, comme *PLPL*, que la déclaration de Robert Hue s'apparentait à « *un acte de solidarité avec l'impérialisme américain, à un brevet d'humanisme et de liberté à ceux qui, dans le monde* », soutiennent à coup de missiles de croisière la contre-révolution du PPA.

Index sardonique des noms cités

Sardonie : territoire intellectuel libéré par *PLPL*.

Sardon : habitant de l'Internationale sardonique (IS), abonné à *PLPL* et qui s'emploie à le diffuser.

PPA : Parti de la presse et de l'argent. *PLPL* le détruira.

QVM : Quotidien vespéral des marchés, encore appelé *Le Monde*.

Le Koursk : *Le Monde des débats*, mensuel des abysses intellectuelles. COULÉ

ESU : Écho des start-up, parfois appelé *Libération*

Le RTA, Roi du téléachat : Edwy Plenel, animateur moustachu d'une émission publicitaire sur LCI, directeur de la rédaction du *QVM*, directeur adjoint de la SA *Le Monde*.

Raminagrobis (Ramina pour les intimes) : Jean-Marie Colombani, petit échotier poltron et sans envergure, directeur du *QVM*, ami du FIP.

FIP : Fat, imbécile et prétentieux comme le sondologue balladurien Jérôme Jaffré, ami de Ramina.

Le Nabot malfaisant (expression que Karl Marx employait pour décrire Adolphe Thiers, fusilleur de la Commune de Paris) : Alain Minc, président du conseil de surveillance du *QVM* et essayiste balladurien raté.

Laurent Mouchard : Laurent Joffrin, directeur (menteur) de la rédaction du *Nouvel Observateur*

Crassus : Serge July, PDG de *L'Écho des start-up*.

Le larbin chauve du patronat : Karl Zéro

Abonnement à PLPL :
100 F pour 10 numéros
Règlement à l'ordre de PLPL adressé à :
PLPL, BP 2326, F-13213 Marseille CEDEX 02
Courrier électronique <redaction@plpl.org>
Site Internet <www.plpl.org>
Les abonnés qui souhaitent diffuser PLPL peuvent commander les numéros au prix de 50 francs les 10 exemplaires (port compris).

À défaut de protestation de leur part :
- direction de la publication : Discepolo
- direction artistique : Panta
- direction granitique de la CRE : Rimbert & Halimi
- direction politique : Balbastre & Kalinowski
- direction de la propagande : Eugène & Vincent

N° de commission paritaire 0906 G 80702

Bulletin d'abonnement à PLPL

Nom

Adresse

Courriel

❒ **Abonnement à compter du n° :**

❒ **Commande de 10 exemplaires supplémentaires des n° :**

❒ **Abonnement de soutien**

L'AUTRE GUERRE DES MÉDIAS

Les pyromanes de l'insécurité

« Insécurité » sur tous les fronts. « Une véritable scène de guerre urbaine », « La nouvelle guerre » : le premier titre (France Inter) renvoie à un tir de bazooka à Béziers, le second (*Le Figaro*) à une double frappe chirurgicale à New York. Les sujets changent, le matraquage demeure. Après la pensée unique – l'économie, c'est le marché –, la presse découvre la déclinaison unique : l'« insécurité » quel que soit le sujet.

En 1997, le gouvernement Jospin choisissait de masquer son libéralisme économique par l'interventionnisme policier. Privatisations d'un côté, Vigipirate de l'autre. Quatre ans plus tard, au moment d'expirer, englouti sous un amas de barbe molle, le parti communiste vend *L'Humanité* à Matra-Hachette et se déclare « *solidaire* » des maîtres du Pentagone.

Le parti de la presse et de l'argent (PPA) ne se contente plus de relater les croisades sécuritaires. Il les mène en première ligne, tambour battant. Robert Solé, médiateur du *Quotidien vespéral des marchés*, fait le paon : « *La rédaction du* Monde *a décrété la mobilisation générale.* » (*QVM*, 16-17.9.01)

Elle n'est pas la seule.

Sur France Inter, le 6 septembre dernier, un auditeur excédé par l'endoctrinement sécuritaire interpellait un journaliste galonné : « *Moi je me dis que si demain il y avait la même médiatisation sur l'écart grandissant entre les rémunérations des salaires et du capital, dans les sondages les Français diraient que le problème numéro un c'est l'augmentation des salaires.* » On lui coupa la parole. Pour la donner à un commissaire de police. Depuis, cet auditeur a rejoint les camps d'entraînement de *PLPL*. Et ce qu'il n'a pas pu dire, c'est ce qui suit…

Quand les médias (qui mentent) ont oublié, *PLPL* se souvient. C'était il y a dix-sept ans. Le 29 octobre 1984, Jean-Pierre Destrade, porte-parole d'un parti socialiste dont Lionel Jospin est alors le premier secrétaire, donne de la voix : « *Il est urgent que le gouvernement s'engage plus résolument dans le combat contre l'insécurité.* » Destrade exige davantage de « *fermeté* », « *des peines incompressibles pour certains criminels, une réduction encore plus notable du nombre de permissions de sortir et des libérations conditionnelles* », sans oublier « *un plan d'équipement de la police* » (*QVM*, 01.11.84). Le président de la Ligue des droits de l'homme s'avoue « *consterné* » : « *Ces déclarations sont imprégnées de l'idéologie sécuritaire la plus réactionnaire. Il est stupéfiant de voir les théories de l'extrême droite reprises en compte par une certaine gauche.* »

Nul ne serait stupéfié aujourd'hui…

Demandeur de « *peines incompressibles pour certains criminels* », Jean-Pierre Destrade peut se féliciter de n'avoir pas été tout à fait entendu à l'époque. Car, grâce au « laxisme » judiciaire ambiant, il n'eut pas eu à purger l'intégralité de sa peine de prison… Il est vrai qu'il avait eu l'habileté de voler un bœuf plutôt qu'un œuf, s'engraissant personnellement grâce aux énormes dessous-de-table versés au parti socialiste par des hypermarchés.

Parce qu'ils ont pris place dans une croisade sécuritaire et guerrière nauséabonde, les médias (qui mentent) au service des patrons (qui plastronnent) s'abstiennent d'évoquer ce genre de souvenirs. Pourtant, on le sait à présent, la plupart de ceux qui, moustache au clair, ont glapi en faveur de la loi et l'ordre se sont révélés être des fripouilles. Tel ancien maire de Nice, proche du Front national, ne cessait de réclamer davantage de police et de poigne… jusqu'au jour où les tribunaux l'ont contraint à aller dépenser en Uruguay les sommes extorquées à ses administrés. Tel autre champion de la « lutte contre l'insécurité », réélu maire RPR d'une ville détenant le record de caméras de surveillance au centimètre carré, restera célèbre pour avoir tout à la fois utilisé des employés municipaux à titre de domestiques personnels et contraint, pistolet au poing, une malheureuse à lui faire une fellation. Tel ancien ministre de la Justice, théoricien sécuritaire du RPR dans les années 1980, a fini mis en examen, le 30 août dernier, pour « recel d'abus de biens sociaux ».

Gauche plurielle : de Robert Hue à Robert Pandraud

Lionel Jospin a récemment distingué Robert Pandraud, député RPR de Seine-Saint-Denis, en lui confiant une mission de réflexion destinée à « *élaborer un nouvel instrument statistique de l'insécurité.* » Dans *Le Point* du 13 juillet 2001, Pandraud fut aussitôt décrété « *en forme* ». *PLPL* rappelle les états de service du nouveau conseiller de Jospin : c'est au moment où Pandraud était ministre délégué chargé de la Sécurité dans le gouvernement Chirac que furent renforcés les pouvoirs de la police sous couvert de lutte contre le « terrorisme » ; qu'on utilisa massivement les camps de rétention, créés par la gauche, pour regrouper les étrangers en instance de reconduite à la frontière ; qu'une réforme du code de la nationalité permit de trier plus facilement ceux qui « méritaient » d'être Français ; que furent institués le système des repentis et la pratique de la délation rémunérée ; qu'on revint de fait à une juridiction politique d'exception, laquelle s'« illustra » à l'occasion du procès d'Action directe [1].

Et *PLPL* n'oublie pas non plus qu'en décembre 1986, quinze ans avant les exploits de la police italienne à Gênes, Malik Oussekine fut matraqué à mort par une brigade de voltigeurs français galvanisés par les discours de Pandraud. Est-ce un tel bilan qui lui a valu d'être promu statisticien de l'insécurité par le gouvernement de la gauche plurielle, communistes et écologistes compris ?

Non, car il fut jugé insuffisant. Actuel porte-parole du parti socialiste, Vincent Peillon a ainsi reproché aux « *braillards de la droite qui veulent exploiter le sentiment d'insécurité* » de n'avoir « *rien fait quand ils étaient au pouvoir* ». (*QVM*, 05-06.08.01) Quelques jours plus tôt, au moment de l'assassinat du militant anticapitaliste Carlo Giuliani à Gênes, le petit braillard Peillon feignait pourtant l'indignation et dénonçait la « *prise en otage* » des manifestants de Gênes par « *une police à la stratégie pour le moins douteuse* ». Et il pleurnichait : « *Nous aurions dû être à Gênes parce que les valeurs que défendent ces manifestants sont les nôtres.* […] *Les socialistes ne seront plus absents.* » (*Le Nouvel Observateur*, 25.07.01)

En somme, ils tirent et ils pleurent. À moins que ce ne soit l'inverse. Les socialistes et leurs alliés s'apitoient sur un manifestant tué par la police puis ils arment la police qui tuera les manifestants.

Le dictateur de l'hebdomadaire *Marianne*, Jean-François Kahn, n'a pas tous ces scrupules. Aussi favorable à la répression chez Berlusconi que dans les banlieues françaises, il siffle de rage : « *Les méthodes débiles des anarcho-casseurs, si privilégiées par les médias* [sic], *et que la gauche bourgeoise n'a pas hésité à caresser dans le sens du poil* [re-sic], *sont répugnantes. Elles le sont à Gênes, mais aussi dans nos cités.* » Les lecteurs de *PLPL* comprendront à quel point les médias « privilégient » la contestation radicale quand ils sauront que : « *La tactique des Black-Blocks, c'est "mords et fuis"*. [2] »

Fuir ? Comment y parvenir dans une Europe qui se construit chaque jour un peu plus autour de la police et de l'argent (euro), de la police pour protéger les détenteurs d'argent ? Otto Schily, ministre allemand de l'Intérieur, a proposé la création d'une « *police anti-émeute européenne.* » Si demain elle intervient dans « nos cités », Jean-François Kahn s'avouera comblé…

Interrogé le 28 août 2001 sur TF1, le Premier ministre Lionel Jospin avait rappelé le sens de la « *lutte collective* » menée depuis 1997 : « *gagner la bataille de l'insécurité.* » Il y a deux ans, l'ancien ministre Pierre Pasquini et le député UDF Arthur Paecht jalousaient déjà la surenchère policière de l'axe socialo-citoyenno-vert-huiste et interrogeaient : « *Croit-on qu'il faille, sans réagir, laisser la gauche être sécuritaire à notre place ?* » (*Le Figaro*, 26.01.99) François Goulard, secrétaire politique de Démocratie libérale (DL, madeliniste) cherchait à les rassurer : « *Nous pouvons encore attaquer le gouvernement sur le problème de l'insécurité.* » (*L'Express*, 01.06.00) Le petit traître balladurien Nicolas Sarkozy leur fit écho quelques mois plus tard : « *La prison doit être un élément majeur de notre politique de sécurité.* » (*Le Point*, 31.08.01)

De droite ou de « gauche », chaque thuriféraire de la police sait pouvoir compter sur l'axe que forment les médias et les sondeurs colporteurs de peur. Dès août 1999, Jérôme Jaffré [3] – que Philippe Seguin décrira plus tard, à juste titre, comme « *un fat, imbécile et prétentieux* » (FIP), « *un copain de Colombani* » (lire *PLPL*, n° 5) – donna le ton : « *Il y a une montée de l'insécurité dans les priorités des Français. Au premier semestre de cette année, plus d'un quart des interviewés cite "la lutte contre la violence et la criminalité" comme problème numéro un du pays, score jamais atteint depuis un quart de siècle. Au*

1. Lire Jean-Paul Jean, « Le libéralisme autoritaire », *Le Monde diplomatique*, octobre 1987.

2. « Les casseurs du G8. Qui sont-ils ? Que veulent-ils ? Jusqu'où iront-ils ? », *Le Figaro-magazine*, 28 juillet 2001.

3. Alors directeur d'un obscur institut de sondage raminagrobique, le Cecop.

LES PYROMANES

début de 1995, seuls 6 % des Français plaçaient ce problème en tête de leurs préoccupations. [...] *Le discours plus ferme* [du gouvernement de gauche] *sur l'insécurité et les peines infligées aux délinquants, même très jeunes, visent à prendre en charge ces préoccupations.* » (*QVM*, 15-16.08.99)

Le FIP Jaffré aurait-il détecté cette « *montée de l'insécurité dans les priorités des Français* » sans le fanatisme doctrinaire des médias qui lui paient ses sondages ? Fanatisme, le mot est encore faible quand des dessinateurs de presse assimilent les délinquants à des « *rats* » qu'on doit « *exterminer* » (voir ci-dessous l'un des ultimes croquis du grabataire Jacques Faizant dans *Le Figaro*), ou lorsque le *QVM* sonne l'« *alerte* » contre la « *délinquance* » à coup d'affichettes dignes de la propagande « anti-terroriste » du régime de Vichy.

Dénoncer l'insécurité ou le terrorisme à coups de manchettes hurlantes est aussi la spécialité du quotidien *Le Parisien*. La politique éditoriale de ce torchon consiste en effet à décliner la thématique de l'insécurité sur tous les tons. *PLPL* a conservé les « unes » de ce journal (lire page 12 de ce numéro) qui, avec son édition nationale *Aujourd'hui*, endoctrine deux millions de lecteurs.

Dès le 3 janvier 2001, *Le Parisien* prévient en « une » : « *Trains de banlieue : l'insécurité monte* » Un mois plus tard, c'est « *Violence des enfants : les parents débordés* ». (03.02.01) Le 25 février, l'édition dominicale dévoile « *Les vraies raisons de la guerre des bandes* ». Une semaine passe et « *La violence est entrée à l'hôpital* ». (02.03.01) Puis vient le tour des médecins : « *Banlieue : le SOS des médecins* », l'interview d'une commerçante « *agressée 56 fois dans sa pharmacie* ». À partir de juillet, le terrorisme sécuritaire devient quasi quotidien. Le 7, on annonce une « *Montée de la violence dans les trains grande ligne* » – au retour des vacances, ce sera : « *Trains. Comment voyager en sécurité* ». (31.08.01) Au plus fort de cette vague, *Le Parisien* titrait : « *Banlieues. Les pompiers ont peur* ». (17.07.01)

Début septembre, un individu tire sur la police à coups de bazooka. La télévision embraye avec de nouvelles idées. Du 4 au 6 septembre, les journaux de France 2 et de TF1 enchaînent des sujets sur les armes dans les cités, l'islam dans les banlieues, la menace terroriste (déjà !). « *De la ville à l'école, l'insécurité est devenue le principal sujet de préoccupation* », coassait Daniel Bilalian. (France 2-13 heures, 06.09.01)

N'est-il pas temps pour le FIP Jaffré de sonder à nouveau quelques drogués des médias chauffés à blanc ? La lutte contre l'insécurité est, assurément, leur première priorité...

Le Monde
http://www.lemonde.fr
A lire aujourd'hui
DÉLINQUANCE
ALERTE !
Le Monde du mercredi 1er daté jeudi 2 août 2001

Le monde enchanté de la délinquance patronale

Pittbulls, bandes de délinquants, « tournantes » dans les caves, couvre-feux, violences urbaines, bandes de filles, palmarès des « cités interdites », convoyage d'euros dans les quartiers chauds, incivilités, chiffres de la l'insécurité, héroïsme de la police, délinquance en vacance, fondamentalisme musulman... les thèmes retenus par les journalistes au prétexte d'informer sur « l'insécurité » suggèrent que les quartiers populaires seraient aussi mal famés que des bagnes. Et que ces « jeunes » représentés avec un bandeau noir sur les yeux ou le visage « mosaïqué » auraient davantage leur place devant un échafaud qu'au pied des tours. Les médias que détiennent des milliardaires se plaisent à criminaliser les pauvres.

« *Il faut maintenant tourner une page* », plaide Nicolas Sarkozy dans *Le Point* (31.08.01). Mais ce n'est pas le sort des habitants des quartiers pauvres qui préoccupe le petit traître balladurien (PTB), maire de Neuilly. C'est le destin de ses amis patrons. Sarkozy est indigné : « *La moitié des chefs d'entreprises du CAC 40 a été mise en examen.* » De fait, au cours du seul mois de juin dernier, Claude Bébéar, patron d'Axa, a été mis en examen pour « *blanchiment de capitaux aggravé* » et Alain Gomez, ancien patron de Thomson, inculpé de « *complicité de tentative d'extorsion de fonds, abus de biens sociaux et recel* ».

PLPL, qu'aucun préjugé n'encombre, s'est demandé si les médias (qui mentent) traitent sur le même registre nauséeux les turpitudes patronales et les quartiers populaires. Le 21 octobre 2000, *Le Point* (propriété de Pinault) publiait un dossier sur Jean-Luc Lagardère, patron de Matra-Hachette. Pour évoquer la manière dont ses missiles sèment la mort ? Pas tout à fait. Les journalistes avaient préféré consacrer six pages à la « passion » des chevaux qui, selon eux, consumait le marchand de canons [4]. Plus agressif, *Le Figaro Magazine* a enquêté sur la « passion » musicale « secrète » de trois exploiteurs : Bernard Arnault (LVMH), Jean-Marie Messier (Vivendi) et Michel Pébereau (BNP-Paribas) [5]. Patron-passion, patron-pianiste, patron-artiste, l'image fut jugée à ce point délicieuse que *Les Échos* consacrèrent à leur tour deux pages aux goûts musicaux de Bernard Arnault (12-13.01.01). Serge July-Crassus, patron de l'*Écho des start-up* (ex-*Libération*), ordonna sur le champ à ses commis de rédiger un article dont il aurait choisi le titre : « Ces entreprises où l'on dit "Merci patron" ». (*ESU*, 28.12.00)

Aux profiteurs, qui sont leurs propriétaires, les médias servent des compliments plein d'aromates. Du peuple, ils imposent l'image d'un ramassis de fripouilles. Les médias mentent (lire pages 7-8 de ce numéro).

Incivilités médiatiques

La poigne et la cogne qui alimentent les programmes des médias protègent également les journalistes de la haine croissante qu'ils inspirent. Canal+ (Vivendi) vient ainsi de recruter pour « *directeur des moyens généraux* » un certain Gilles Kaehlin. Cet ancien barbouze de Mitterrand a participé à l'arrestation des membres d'Action directe, « *lors d'une opération hasardeuse qui a failli très mal tourner* ». Puis, devenu « *chef de la police de l'air et des frontières de l'île de Saint-Martin, il dut s'enfuir après que deux cents personnes eurent saccagé le commissariat local pour protester contre l'expulsion massive d'étrangers en situation irrégulière* ». (*Le Point*, 17.08.01) Karl Zéro, employé de Canal+, devrait enquêter...

TF1 n'est pas en reste. Relatant une conférence de presse de la chaîne Bouygues du 29 août 2001, *Le Journal du dimanche* écrivait : « *On se serait cru au G8 avant la bastonnade, avec service d'ordre recruté dans l'amicale des paras : cheveux ras, mâchoires serrées, oreillette en sautoir.* » (02.09.01)

« Sécuriser », ce mot d'ordre est désormais celui des dirigeants du journal *Le Monde* qui, de plus en plus, redoutent une occupation de leurs locaux (21 bis, rue Claude-Bernard, 75006 Paris) par des militants anticapitalistes. Instruits par *PLPL*, ces derniers ont en effet compris que, au nombre des cibles de la guerre idéologique, le sigle *QVM* devait rejoindre OMC, USA et FMI.

4. À cette occasion, Jean-Luc Lagardère (à qui Jospin et Strauss-Kahn ont bradé Aérospatiale) explique : « *Quand je veux comprendre un homme, je l'observe comme un cheval.* »

5. *Le Figaro-magazine*, « Piano. Trois grands patrons donnent le *la* » (03.06.00).

Le Figaro, 14 août 2001

BANDES
Elles volent, jurent, crachent par terre...
La technique est rodée. Elles pénètrent toujours deux par deux dans les magasins, se baladent à travers les rayons, repèrent les lieux puis se retrouvent à quatre devant le même présentoir. Toujours « le plus
Le Point, 15 juin 2001

DE L'INSÉCURITÉ

En attendant, Edwy Plenel, directeur de la rédaction du quotidien pro-américain, a lancé ses limiers sur la piste de la peur, c'est-à-dire dans « *les trains qui relient la banlieue à Paris* ». Évoquant une bagarre entre jeunes, *Le Quotidien vespéral des marchés* citait goulûment un certain « Manu », qui expliquait : « *S'il n'y avait pas eu les CRS, y aurait pu avoir des morts.* » (*Le Monde 2*, 03.01, p. 94-97 [6]) Les chemins de fer, c'est la guerre ; la police, c'est la vie [7]. Quelques semaines après cette percutante analyse du *Monde* et de « Manu » (militari), Carlo Giuliani mourait à Gênes. Il n'avait pas pris le train mais rencontré des policiers italiens.

Pour gagner la guerre du racolage, remplir d'euros ses caisses exsangues et réussir son introduction en Bourse, *Le Monde* devait en faire davantage. En août dernier, des milliers de vendeurs de journaux se virent offrir par les services du *QVM* des affichettes publicitaires « Insécurité : Alerte ! » (voir p. 4). À l'égal des marchés, la propagande policière dispose ainsi désormais de son quotidien vespéral. Et sur ce nouveau front choisi par le Roi du téléachat Edwy Plenel, ce fut l'avalanche. Le 2 août, *Le Monde* faisait sa « une » sur « *Délinquance : les chiffres qui inquiètent* ». Un des articles, titré « Week-end de violences ordinaires dans la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne », ressemblait à un libelle de *France Soir* mâtiné de *National Hebdo* : « *Le samedi, à 7 heures, un homme a été agressé à son domicile, à Vaujours. Après l'avoir ligoté, ses trois agresseurs lui ont dérobé son téléphone mobile et une somme de 13 000 francs. Quatre heures plus tard, un chauffeur qui rentrait chez lui a été attaqué à Saint-Ouen. Sous la menace d'une arme, il a dû vider son portefeuille, qui ne contenait que 350 francs. À 14 heures 30, des violences avec arme ont été signalées à Bagnolet.* »

Un éditorial moustachu complétait le propos : « *On doit constater que l'insécurité des citoyens s'accroît et que les craintes, voire les angoisses, dont beaucoup d'entre eux se font l'écho, sont en grande partie justifiées. C'est sans doute le principal échec de la gauche, qui a tardé à prendre conscience de cette situation et qui ne s'est pas donné, en temps voulu, les moyens d'y faire face.* [8] » La police italienne s'était, elle, donné les moyens de « faire face ». Tout en versant quelques larmes de crocodile sur le corps du manifestant assassiné, *Le Monde* avait stigmatisé en priorité « *une minorité d'anarchistes formée en commandos de casseurs* ». Quant aux tueurs et aux matraqueurs, ils étaient tout juste coupables de « *bavures dans l'organisation de la sécurité* ». Le *QVM* les avait absous : « *On peut comprendre que, à Gênes comme à Göteborg, des policiers cernés par des manifestants déchaînés aient pris peur au point d'utiliser leurs armes.* [9] »

Dans les médias (qui mentent), la mansuétude pour la police, y compris quand elle tue, devient routine. Dès le 1er février dernier, Jacques Julliard faisait l'éloge dans *Le Nouvel Observateur* des méthodes pratiquées aux États-Unis : « *Ce que les Américains appellent "tolérance zéro" n'est pas autre chose que la volonté de faire respecter et d'appliquer la loi dans son intégralité.* » L'ambassadeur des États-Unis en France avait détaillé quelques mois plus tôt le fonctionnement de cette « tolérance zéro » qui séduit Julliard et ses amis socialistes : « *On vous arrête aussi bien pour avoir utilisé le métro sans titre de transport que pour avoir vendu de la marijuana à la porte d'une école.* [...] *Aucune circonstance atténuante.* [...] *On met en prison les contrevenants puis on les interroge, l'idée étant que les petites délinquances conduisent, tôt ou tard, aux grandes.* » (*Le Figaro Magazine*, 09.05.98) Une telle philosophie du « qui vole un œuf vole un bœuf » a permis aux États-Unis de pulvériser des records d'incarcération (près de 2 millions de détenus !). Elle ne pouvait manquer de fasciner Laurent Joffrin-Mouchard, directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur*. Toujours aussi menteur, Mouchard expliqua : « *Le point faible du bilan de la gauche, c'est bien l'insécurité.* [...] *La gauche a échoué sur un point décisif : l'usage efficace de l'administration policière.* [...] *Voilà sans doute, dans la campagne qui s'annonce, le vrai talon d'Achille de la majorité. Ou le talon de Lionel...* » (*Nouvel Observateur*, 19.07.01) Effaré par la sottise de ce jeu de mot final, Julliard dut reprendre la plume pour « théoriser » le problème. Il avoua enfin que la liberté de licencier et de placer ses capitaux avait pour corollaire nécessaire un boom des commissariats et des prisons. C'était là, selon lui, « *le paradoxe du monde moderne : plus une société se libère des contraintes et des contrôles sociaux, ce qui est en soi une bonne chose, plus elle a besoin de flics pour subsister. Les sociétés de demain seront libertaro-policières* ». (*Le Nouvel Observateur*, 09.08.01).

Un tel avenir radieux illumine aussi l'hebdomadaire « contestataire » *Politis*. Un éditorial titré « Questions de sécurité » (19.07.01) a estimé : « *D'un point de vue de gauche, Jacques Chirac a parfaitement raison. Le saviez-vous ? Un quart des habitants de l'Île-de-France ont eu leur auto cambriolée en trois ans. Et 10 % leur appartement.* [...] *Il est grand temps pour les intellectuels de gauche et leurs médias* [sic] *de reconnaître qu'il y a là un très grave problème.* »

Chacun était prêt pour « La guerre ».

L'insécurité, première préoccupation des journalistes

Le 17 avril 2001, Gérard Leclerc, Françoise Laborde et Olivier Mazerolle, journalistes de France 2, recevaient Lionel Jospin.

Gérard Leclerc : Le gouvernement a défini six axes de lutte contre la violence, notamment en ce qui concerne la délinquance des jeunes avec la lutte contre les bandes, avec les centres de placement immédiats. Mais beaucoup voient là-dedans surtout des demi-mesures. Pourquoi ne pas aller au bout de la logique et pourquoi ne pas revenir sur la fameuse ordonnance de 1945, ce qui permettrait par exemple d'abaisser l'âge de la majorité pénale à 13 ans, voire en dessous, de recourir davantage à des unités pénitentiaires pour les mineurs ? [...] On a le sentiment [1] que les jeunes d'aujourd'hui ne sont plus ceux de 1945 [...] pourquoi vous n'en tirez pas les conséquences. [...]
Jospin *(défensif)* : Le gouvernement que je conduis a quand même tout à fait rompu avec, je dirais, une conception un petit peu angélique des problèmes. [...]
Olivier Mazerolle : Les Français ne semblent pas convaincus [2] : ils ont retenu la loi sur la présomption d'innocence. Et ils disent : « Mais tous ces petits délits pour lesquels d'ailleurs les plaintes ne sont même pas toujours enregistrées par la police, ils ne sont pas punis, ils ne sont pas sanctionnés. [3] » Alors, d'un côté, présomption d'innocence, bravo pour les droits de l'homme *(narquois)*. Mais où est la sanction *(menaçant)* ?
Gérard Leclerc : Pourquoi ne pas aller par exemple jusqu'à la tolérance zéro ? Des plans, des mesures, il y en a depuis des années. Et on voit que l'an dernier encore la délinquance a progressé de 5 %. Pourquoi ne pas dire, carrément : la tolérance zéro ?

Le 14 juillet 2001, Patrick Poivre-d'Arvor, Béatrice Schönberg et Élise Lucet interrogent Jacques Chirac, cerné par la justice.

Les premiers mots de la toute première question posée par Béatrice Schönberg (France 2) sont :
— Nous vous interrogerons sur toutes les questions que les Français se posent, l'insécurité...
Puis Élise Lucet (France 3) :
— Nous allons aborder la question de l'insécurité.
C'est le sujet de préoccupation numéro un des Français [4].
L'entretien consacre plus de quinze minutes au sujet.
Même Chirac s'en lasse :
— On parle d'insécurité et on ne va pas parler indéfiniment de ce sujet.

Le 28 août 2001, Patrick Poivre d'Arvor interroge Lionel Jospin sur TF1.

La chaîne Bouygues, dont le propriétaire a été mis en examen en 1995 pour abus de biens sociaux, est dirigée par Patrick Le Lay, mis en garde à vue en 1995 dans une affaire de pot-de-vin. Quant au présentateur, il a été condamné pour complicité de recel d'abus de biens sociaux.
PPDA : Puisqu'on parle d'insécurité, nous avons été parmi les premiers à donner le chiffre d'une augmentation de près de 10 % de la délinquance au premier semestre. Les autorités avaient nié ; or, c'est le chiffre officiel aujourd'hui. On est loin du « sentiment d'insécurité », idée d'extrême droite. C'est quelque chose qui existe ! *(Il hurle.)* Pouvez-vous avoir des moyens supplémentaires pour rassurer les Français, qui sont légitimement inquiets, ainsi qu'on le constate dans les études d'opinion ?

1. Qui est « on » ? • 2. Les Français ou Mazerolle ?
3. Mazerolle, voix de la France ? • 4. Et d'Élise Lucet ?

Georges Frèche, de Mao à Mussolini

C'était quelques jours après l'assassinat d'un manifestant anticapitaliste par la police italienne. Lors des Rencontres de Pétrarque organisées par *Le Monde* et France Culture – deux médias fascinés par la police [1] – Georges Frèche, maire « socialiste » de Montpellier et ancien militant maoïste, s'emporte et vocifère :

— Je regardais la pancarte qui était là tout à l'heure : « Policiers assassins ! » Je ne suis pas d'accord ! Les policiers sont des êtres humains ! Le policier qui a tiré à Gênes a eu peur. Il a tiré parce que les policiers, la nuit, dans les rues... C'est pour ça que je défends la police. Le mot « police », ça vient du grec *polis* qui veut dire « ville ». Une ville c'est l'endroit où il y a la sécurité. Sans police, il ne peut pas y avoir de sécurité. Et sans sécurité, il ne peut pas y avoir de démocratie. S'attaquer à la police en général, c'est une forme de racisme. [...] Un jeune est tué par un policier qui a peur. Et y a des tartines dans le journal. Et moi, j'ai un de mes amis dont le fils est gendarme, il a été abattu par un jeune d'une balle dans la tête. Mais ça n'a fait que trois lignes dans la presse ! Ce n'était qu'un gendarme ! Il ne faisait que son travail ! Il était bon à tuer !
Le public de notables socialistes et de profs de philo ratés fit à l'auteur de cette harangue un triomphe digne de Mussolini [2]. Les glapissements de Georges Frèche furent promptement diffusés par France « Culture »...

1. Le journaliste du *Monde* chargé des questions de sécurité, Pascal Ceaux, est un ancien élève de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure, une officine du ministère de l'Intérieur qui se consacre à « *forger l'esprit de sécurité intérieure* » chez des chercheurs, des juges, des journalistes et des patrons. Quant à France Culture, ses émissions du dimanche matin ressemblent à un forum du délire sécuritaire (lire *PLPL*, n° 4).
2. Les habitants de Montpellier ne cessent d'évoquer la mégalomanie de Frèche et ses goûts architecturaux très proches de ceux du dictateur fasciste italien.

6. *Le Monde 2* est le supplément de photos racoleuses et vulgaires publié par le *QVM* en collaboration avec *Paris Match* et destiné à concurrencer *Entrevue* sur le marché juteux des jeunes cadres célibataires en rut.
7. Ce sujet de l'insécurité dans les trains avait déjà été longuement traité par Claire Chazal dans son journal de TF1. Edwy Plenel, Roi du téléachat sur LCI et directeur de la rédaction du *Monde*, est également un employé du groupe TF1 (dont LCI est une filiale à 100 %).
8. Éditorial « La gauche et la sécurité » (*QVM*, 02.08.01). Le médiateur docile du *QVM* a expliqué : « *L'absence de signature indique que l'éditorial engage le journal.* » (*QVM*, 26-27.08.01)
9. Éditorial « Mort à Gênes » (*QVM*, 22.07.01).

LGS

mem

Idées Débat

PLPL

N°6 octobre 2001

Brèves moustachues...

Le Monde... alerte!

Aussi fanatiquement néolibéral que les autres, l'éditorial publié dans *Le Monde* du 14 juillet 2001 comportait ce passage : « *Il n'y a pas de recette miracle, sinon de faire ce que veulent les marchés lorsque l'on se met entre leurs mains.* »
Se mettre entre les mains du marché est ce à quoi *Le Monde* se destine goulûment : pour compenser des pertes gigantesques, il devrait prochainement annoncer son entrée en Bourse.

Sot pleureur

Le directeur du *Monde*, Jean-Marie Colombani, ordonna : « *Nous sommes tous américains.* » (éditorial, 13.09.01). Quand les tours de Manhattan ont vacillé, Dominique Dhombres, chroniqueur télé, s'est exécuté. Il se mit donc à pleurer. Comme un Américain. Comme un agent du Pentagone. « *Ce sont des images qui font monter les larmes aux yeux. Ces petits drapeaux américains brandis par des citoyens anonymes qui restent immobiles, debout, près des ruines fumantes des deux tours jumelles... Hier soir, l'Amérique montrait son plus beau visage, le plus émouvant, aussi : le patriotisme, la solidarité, l'entraide... Aucune haine à l'horizon, pas de message de vengeance... Ce vendredi, à midi, l'Europe entière s'immobilise en silence pour rendre hommage à nos amis américains. Nous allons témoigner, nous aussi, notre solidarité. Il existe dans ce vaste monde un autre drapeau étoilé sur fond bleu. Celui de l'Europe. Le nôtre.* » (*Le Monde*, 15.09.01)
Dhombres était d'autant plus qualifié pour tenir ainsi le rôle de pleureuse étoilée que, huit mois plus tôt, il avait commis un texte à la gloire de son ami Ronald (Reagan), certes grand assassin au Nicaragua, au Salvador, au Guatemala, etc., mais assassin américain.
Dhombres écrivait : « *Réélu en 1984, il laissa l'Amérique en paix avec elle-même et avec le reste du monde... Le bilan des huit années de Ronald Reagan à la Maison Blanche est plutôt positif aux yeux d'une majorité d'Américains, même si la révolution conservatrice que celui-ci appelait de ses vœux en arrivant au pouvoir n'a nullement eu l'ampleur annoncée.* » (20.01.01)
En somme, pour Dhombres, le bilan eût été plus éblouissant si la politique menée avait été beaucoup plus meurtrière.

Deux provocateurs

Un « *dialogue Philippe Sollers / Jean-Marie Messier* » occupe trois pages du *Figaro-Magazine* du 23 juin 2001. L'ensemble est titré « Je provoque, toi non plus ! » Extrait choisi.

Messier à Sollers : *Vous pratiquez la provocation avec un art extrême. Je le fais certes plus modestement, car un patron agit sous contrainte. Mais j'apprécie que vous n'ayez pas peur de secouer une société conformiste. On vient de traverser une décennie de conformisme sur tous les plans : économie, politique, littérature, cinéma et... même critique. Rien de pire que le critiquement correct ! Quand on écrit comme vous, quand on agit comme moi, la provocation est un devoir, faute de quoi on se trahit.*

Guerre du téléachat

La véritable guerre de position que se livraient depuis plusieurs années Edwy Plenel, Roi du téléachat * sur LCI et directeur adjoint de la SA Le Monde, et Pierre Bellemare, monarque déchu du téléachat et PDG d'une chaîne de *home shopping video*, s'est soudainement envenimée après la publication par Bellemare d'un livre au titre éloquent, *Je me vengerai* (Albin Michel). *PLPL* a lu cet ouvrage, succès éditorial foudroyant, comme une longue suite d'invectives adressées à M. Plenel. En représailles, ce dernier a dévoilé les *Secrets de jeunesse* de son rival dans un livre paru chez Stock. Toute honte bue, le malheureux François Maspero a fait la critique dithyrambique du livre de Plenel dans *Le Monde*, dont Plenel est le dictateur de la rédaction.
Un « troisième homme » pourrait arbitrer ce conflit Bellemare-RTA : Gérard Dupuy, éditorialiste de *Libération*. Dans son éditorial du 8 août 2001, il a violemment dénoncé « *les déhanchements de bateleur moustachu* » d'un personnage obscur, en qui chacun a néanmoins reconnu Edwy Plenel.

La chaîne BHL

Un peu comme Alain Minc truste la présidence du conseil de surveillance du *Monde*, BHL parasite celle d'Arte. Le réalisateur du navet le plus ruineux de l'histoire du cinéma français (53 millions de francs pour 73 000 spectateurs consternés) vient d'être « réélu » pour cinq ans à la tête du conseil de surveillance de la chaîne de propagande antirévolutionnaire. Il y siégeait déjà depuis treize ans.

Argent de gauche

Le Nouvel Observateur, dirigé par Laurent Joffrin-Mouchard (qui ment), a lancé récemment un « *nouveau pôle boursier* », avec des « *interviews filmées des patrons des sociétés cotées* » et une « *École de la Bourse* ».
L'hebdomadaire jospino-mamèreux a ainsi annoncé son innovation : « *Vous y retrouvez des conseils boursiers quotidiens, des chroniques des plus grands spécialistes de la finance, des graphiques dynamiques, les cours de Paris et New York, et des interviews filmées des patrons des sociétés cotées. Vous avez également la possibilité de vous former grâce à notre "École de la Bourse" et de passer directement vos ordres d'achats et de ventes sur tous les marchés.* » (www.abbourse.com)

Un homme de culture

Appelé à remplacer Bernard Pivot dans sa mission d'abêtissement des masses, Guillaume Durand a déjà fait montre à plusieurs reprises de sa finesse d'analyse.
Concluant, le 12 juin 2001 à 18 heures 57 sur Europe 1, un sujet sur le vote éventuel par le PC de la loi de « modernisation sociale », Guillaume Durand s'est exclamé : « *Et moi je prends un pari : il va se raser la barbe, Robert Hue, pour la candidature aux élections présidentielles de l'année prochaine. Parce que y en a marre de cette barbe.* »
Vers 19 heures 32, ce même 12 juin 2001, recevant Vincent Peillon, porte-parole du PS, Guillaume Durand l'interroge : « *Ce cher Lionel, comment il le trouve, le barbu ? Il a pas envie de lui coller des claques, en ce moment ?* »
Guillaume Durand vient de recruter la Laisse d'Or de *PLPL*, Josyane Savigneau, par ailleurs responsable du *QVM des Livres*, un journal dont Edwy Plenel est le directeur de la rédaction. Est-ce pour cette raison que Durand n'a jamais incité quiconque à gifler un moustachu ?

Honneur au licencieur

Dans un article du *Figaro* (06.07.01), consacré aux rapports entre les socialistes et l'« entreprise », cette information : « *D'après l'entourage de Jospin, ses relations sont bonnes avec [...] des patrons du privé tels que Jean-Louis Beffa (Saint Gobain) ou encore Serge Tchuruk (Alcatel), auquel il a accepté de remettre en novembre 2000 le prix du manager de l'année du Nouvel Économiste.* »
Galvanisé par cette récompense symbolique, Serge Tchuruk a annoncé sept mois plus tard la fermeture de la plupart des 120 usines du groupe qu'il dirige. S'il licencie quelques milliers d'ouvriers supplémentaires, le chef de la « gauche plurielle » lui attribuera certainement la Légion d'honneur.

Medef-Inter

Le 20 juin 2001, sur la radio publique France Inter, la journaliste Brigitte Jeanperrin analyse ainsi le rôle de Denis Kessler, numéro 2 du Medef : « *C'est un expert sur ces questions-là* [de protection sociale]. *Il est reconnu de manière absolument totale, complète par les partenaires sociaux. Il a une manière brutale, mais sur le fond il a parfaitement raison* [...]. *Ce que le Medef veut, c'est de la démocratie sociale.* »

Schneidermann et Pivot

Daniel Schneidermann, qui fut invité par Pivot, notamment au moment de son petit livre teigneux et bâclé sur *Le Journalisme après Bourdieu*, consacre sa chronique du *QVM* (01-02.07.01) au départ de Pivot. Début de ce texte : « *D'abord, c'est tout simple, le cœur se serre. Il se serre de voir s'éloigner celui qui depuis notre adolescence incarnait un certain génie français à lier le plaisir et l'esprit, un bonheur d'harmonie et d'écoute, et ordonnait chaque semaine un spectacle de paroles tout en fluidité et en transparence. Fluide et transparent : ce fut une sorte de ballet, "Apostrophes", puis "Bouillon de culture", un long ballet et quelques milliers d'actes, enjambant les décennies, avec quelques centaines de partenaires, hommes et femmes, français et étrangers, connus et anonymes, prolixes ou tétanisés, ondoyants ou raides.* »
La chute est dure pour Guillaume Durand : « *On évoque aujourd'hui, pour le remplacer, le nom de Guillaume Durand, prototype de ces interchangeables dont les écrans de toutes les chaînes, publiques ou privées, sérieuses ou branchées, ont successivement encadré la face de caméléon.* »
PLPL attend de voir si ce propos sera répété le jour où Schneidermann ira – car il ira, et en rampant ! – vendre son dernier livre raté dans l'émission de Durand.

christine la Rapace

Christine Ockrent, qui aurait vendu plus de 100 000 exemplaires de son livre plagié et nul sur Hillary Clinton, vient d'obtenir que France Info diffuse dès cette rentrée l'intégralité de son émission de France 3, « France Europe Express », à la gloire du gouvernement Jospin, du capitalisme, de l'euro et des Américains. Par ailleurs, Ockrent, également directrice déléguée de la radio de propagande boursière BFM, lance un nouveau site Internet « *destiné aux cadres et consacré à la gestion de leur patrimoine et de leur carrière* ». Enfin, Christine Ockrent a expliqué dans un entretien publié par *Le Figaro* (29.08.01) la nature de sa collaboration avec Laurent Ruquier sur une autre antenne : « *Il m'a demandé, ce que j'ai trouvé extrêmement sympathique, de participer de temps en temps à son émission radio sur Europe 1. Je l'aime bien. Il a un talent fou et sur le plan humain je trouve que c'est un type attachant.* »
« *Attachant* », mais surtout rémunérateur : dans *Le Nouvel Observateur* (28.06.01), un encadré titré « Des amoureux de la Corse » indiquait sous la photo de Christine Ockrent : « *La célèbre journaliste de télévision a revendu sa deuxième demeure bonifacienne à Karl Zéro de Canal+.* » Ce palace rococo aurait été trop modeste pour Christine et son compagnon ministre. Grâce à FR3, BFM, France Info et Europe 1, le pouvoir de téléachat d'Ockrent a explosé. Elle peut même accepter des piges à bas prix dans le *QVM des Livres* pour faire, comme en juillet dernier, la retape du livre (raté) d'un journaliste du *QVM*. Richissime, la reine Christine espèrait acheter bientôt la très grande deuxième villa bonifacienne qu'elle convoite. En bois d'acajou et en marbre de Carare (une idée de son ami Jacques Attali), le château comporterait plusieurs piscines.

Europropagande

PLPL N°6

« Il y a un consensus entre les grandes sensibilités politiques du pays qui ont voulu cette monnaie unique. Nous sommes très émus et assez fiers d'être arrivés à ce résultat. »
Jean-Claude Trichet, France 2, 30 août 2001

Bien avant que les journalistes n'aient des saillies orgastiques en décrivant le plan « Vigieuro » destiné à protéger, mitraillette au poing, le convoyage et le stockage des fonds, la monnaie unique assurait déjà le bonheur des salles de rédaction. Il y a quatre ans, le 12 octobre 1997, dans l'émission « Arrêt sur image », Christine Ockrent faisait la promotion de son émission de FR3 à la gloire de l'Europe des patrons. Fondamentaliste de la monnaie unique comme la plupart de ses confrères les plus riches, elle expliquait à Daniel Schneidermann : « *Dans le cas de la France, la strate médiatique est plutôt anti-européenne…* » Même très bien disposé à l'égard d'une des meilleures amies de son patron Jean-Marie Colombani (à l'époque, *Le Monde* s'apprêtait à offrir à Christine la direction d'un mensuel de propagande de l'Europe du capital [1]), Schneidermann ne put réprimer un (petit) hoquet : « *Plutôt indifférente, non ?* » Ockrent le reprit aussitôt : « *La tonalité des journalistes qui s'occupent de l'Europe, c'est plutôt en général négatif, grinçant. En revanche, regardez les sondages, parlons de l'euro, par exemple. Ce sont des sondages positifs. Et on constate une chose qui est quand même très intéressante pour notre pays, c'est que plus les Français sont jeunes et plus ils croient que l'Europe est pour eux un territoire et un espoir.* »

Coup sur coup, Ockrent venait d'associer à la fois Europe et euro, Europe et jeunesse, « *positif* » et soutien à de nouveaux billets de banque (hideux) conçus par un aréopage de vieillards réactionnaires. Mieux, elle avait eu le toupet de prétendre que les journalistes français étaient « anti-européens » alors que l'Europe qui se construit est destinée à servir leurs patrons. Cinq ans après le bourrage de crâne médiatique favorable au traité de Maastricht, l'impudence d'Ockrent rivalisait presque avec les plus gros mensonges du pitre couineur Mouchard Laurent Joffrin.

Les médias aiment l'euro L'euro arrose les médias

Si les médias aiment l'euro, c'est que l'euro va rapporter aux médias. La firme Publicis, proche du pouvoir « socialiste » (la richissime jospinienne Élizabeth Badinter en est la plus grosse actionnaire…), a hérité en France du budget de propagande de la monnaie unique (525 millions de francs). Le slogan génial qu'elle a concocté – « L'euro, notre monnaie » – aura des destinataires tout trouvés : les périodiques de Pinault, les radios de Lagardère et les télévisions de Vivendi qui vont hériter de la pub. L'abonné de *PLPL* paiera pour renflouer, par exemple, le quotidien (périclitant) de Ramina [Jean-Marie Colombani], directeur du quotidien de propagande pro-américaine *Le Monde*.

Europédophilie

Le 2 septembre dernier, *Le Journal du Dimanche* (Matra-Hachette-Lagardère) dévoilait en avant-première une des grandes idées de la firme de Badinter : « *Sept millions de petits Européens de 8 à 12 ans* [vont recevoir] *un poster représentant les pièces et les billets en euros. Un concours – "Deviens un champion de l'euro" – sera organisé. Il faudra répondre à cinq questions. Publicis espère bien que les enfants chercheront les réponses avec leurs parents. Les vingt-quatre lauréats seront invités à Francfort pour assister à la naissance solennelle de l'euro le 1er janvier au matin. Les enfants seront ainsi les premiers à toucher les billets. Une chance que n'ont pas eue les 900 journalistes venus jeudi à Francfort pour assister à la présentation des sept billets par Wim Duisenberg, le président de la BCE.* » Mais l'europédophilie ne date pas d'hier. Il y a deux ans, pour fêter le passage à la monnaie unique, le gouvernement Jospin avait offert à chaque bébé français né le 1er janvier 1999 un livret A de la Caisse d'épargne doté d'une somme de 100 euros (1 euro = 6,55 francs, 1 bébé français = 100 euros).

Quelques mois avant cette grande initiative de la gauche plurielle, Alain Genestar, devenu depuis directeur de *Paris Match* (groupe Matra-Hachette-Lagardère), célébrait lui aussi « L'aventure qui commence » : « *Grâce à – et pas à cause de – l'euro, les pays vont perdre une partie de leur souveraineté monétaire ou budgétaire… À l'heure de la mondialisation, qui est un fait intangible et non un choix optionnel, les politiques monétaires des pays… sont déterminées par les marchés.* [2] » Sur Europe 1 (groupe Matra-Hachette-Lagardère), Alain Duhamel apporta également à l'époque la démonstration de la subtilité qui le caractérisait et qui, coup sur coup, a envoûté une génération de directeurs de presse poltrons et sans envergure comme Ramina et Crassus [Serge July]. Car à entendre Duhamel, les adversaires (sardoniques) de la monnaie unique étaient des « *nostalgiques de la marine à voile, des gens qui rêvent à un monde dans lequel on ne peut se diriger qu'en ballon* ». (05.01.99)

Mais pour exprimer dans sa pureté de diamant l'euroconsensus des élites médiatiques, les services de documentation de *PLPL* ont exhumé un document unique. Le 10 janvier 1999, lors de l'émission « Polémiques » de France 2, Michèle Cotta avait réuni cinq journalistes pour, entre autres choses, parler de l'euro. La « polémique » promise tardait. Elle fut lancée par Michèle Cotta avec un : « *Au fond, ça c'est bien passé. Tout le monde est content. C'est votre opinion générale, consensuelle, ou vous faites quelques bémols ?* » Philippe Reinhard *(L'Événement)*, Jacques Julliard *(Le Nouvel Observateur)*, Laurent Mouchard (alors à *Libération*), Catherine Pégard *(Le Point)*, Patrick Jarreau *(Le Monde)* et Paul Guilbert *(Le Figaro)* devisaient aimablement. Patrick Jarreau se montrait enthousiasmé par « *le moment extraordinaire qu'on est en train de vivre, la première matérialisation d'un espace de vie qui s'appelle l'Europe quand même* ». Soudain, imprévu, l'éclat se produit. Philippe Reinhard explose : « *Je suis tout à fait d'accord avec mes confrères, mais j'y apporterai quand même un petit bémol, qui va dans leur sens, d'ailleurs. C'est formidable, c'est une aventure extraordinaire. C'est une aventure extraordinaire, mais elle est surtout saluée par les Bourses. Il y a une flambée de la Bourse…* » Paul Guilbert lui saute à la gorge : « *Voilà un argument communiste ! C'est absurde ! L'aventure est populaire. Si l'euro n'avait pas été bâti avec l'acquiescement des Bourses depuis un ou deux ans, depuis Maastricht, il est évident que l'euro aurait capoté !* » Penaud, Philippe Reinhard s'aplatit : « *Ce serait bien que les autres en profitent également… Rassure toi : je ne suis pas communiste.* »

Fin de la « polémique » de *Polémiques*.

Quelques mois après l'organisation de ce débat impeccablement pluraliste, Michèle Cotta, qui aura dû toute sa carrière à son abaissement devant les puissants, était promue directrice de France 2.

1. Ce mensuel, *L'Européen*, n'a pas survécu plus de quelques mois à la démonstration périodique de sa nullité. *Le Monde* y engloutit en pure perte la somme de 12 millions de francs. Ce fut l'un des plus cinglants échecs industriels du duo Raminagrobis Colombani et du Nabot malfaisant Alain Minc.
2. Éditorial du *Journal du dimanche*, 3 mai 1998.

Note à nos lecteurs

Le 13 septembre 2001 à 16 heures 30, le Conseil des économistes sardons (CDES) s'est réuni au complet lors de l'université d'été de *PLPL*. Il a conclu :
1. que l'euro serait épouvantablement inflationniste ;
2. que les médias mentaient et mentiraient sur le sujet.

Pour mettre *PLPL* à l'abri des manœuvres de la Banque centrale européenne (BCE), il a été décidé d'augmenter le prix de *PLPL* de 31 % dès le 1er janvier 2002.
Au lieu de 10 francs, *PLPL* coûtera donc 2 euros.
Le tarif d'abonnement (20 euros) sera augmenté dans les mêmes proportions (terrifiantes) à partir de cette date. De nouvelles augmentations, décidées dès que nécessaire, frapperont durement les abonnés retardataires.
À bas l'euro ! Vive PLPL !

ACTUALITÉ/3

Ils vont protéger nos euros

Image extraite du *Journal du Dimanche*, édition du 9-09-2001.

Les MédiAttac

Attac s'est constituée malgré les médias qui mentent. Il y a trois ans, le *Quotidien vespéral des marchés* [ex-*Le Monde*] assimilait cette association aux « nationaux républicains » et Bernard Cassen, son président, à Charles Pasqua. (*QVM*, 17-18.05.98) Les militants, qui tous méprisent le *QVM*, affluaient par milliers. Parfois, les journalistes condescendaient à traiter l'« antimondialisation » sous l'angle du folklore.

Puis le vent à tourné.

La brise contestataire a été décrétée sujet vendeur. Désormais, le *Quotidien vespéral des marchés* consacre sa « une » à Attac, flatte le narcissisme de ses chefs, sollicite ses animateurs pour remplir les pages de ses suppléments « Économie » du lundi. Un éditorial s'esbaudissait : « *Pas un grand quotidien économique et financier, pas une page saumon qui, de Londres à Washington et de Paris à Francfort, ne prenne au sérieux les critiques de la mondialisation. Attac, sigle inconnu il y a peu encore, a gagné une bataille politique.* » (« Mondialisation : le débat », *QVM*, 28.08.01)

PLPL s'interroge. Les porte-voix de la contestation sont-ils assez sots pour gober ce (provisoire) retournement du parti de la presse et de l'argent (PPA) ?

Depuis le printemps 2001, des responsables d'Attac se livrent à une folle course-poursuite médiatique [1]. La joute a commencé bien avant que huit commis du capital ne s'assemblent à Gênes. Christophe Aguiton, responsable des relations internationales à Attac, avait effectué un tour de chauffe qui lui avait valu le titre convoité de « BHL de la contestation » (lire *PLPL* n° 5). Bernard Cassen, président d'Attac-France et directeur général du *Monde diplomatique*, s'est lancé à sa poursuite.

À l'abord du virage du G8 de Gênes, le BHL de la contestation conservait une avance médiattaque confortable. D'une émission de M6 (Lyonnaise-Suez) consacrée à la jet-set (17.07.01), il bondissait dans les colonnes de *Rouge*, l'hebdomadaire de la LCR (19.07.01), en passant par celles de *Politis* (le même jour). Mais, galvanisé par les manifestations de Gênes, le paisible poney Cassen se transforme en mustang.

Le 20 juillet, le président d'Attac est interrogé sur Europe 1 (Largardère) par un Jean-Pierre Elkabbach bouffi de prévenances (20.07.01/8 h.20). Distrait, Cassen oublie de signaler aux auditeurs que son vis-à-vis est « conseiller spécial pour la stratégie média du groupe Lagardère ». La conversation se conclut sur ces mots d'Elkabbach : « *Nous aurons des occasions de nous voir. Je vous souhaite une bonne journée à Gênes.* » Quelques mois plus tôt, le conseiller de Lagardère eût été moins poli. N'avait-il pas interviewé sur la même station un député insuffisamment enthousiasmé par le capitalisme en lui postillonnant au visage : « *Vous êtes archaïque !* ». (23.04.01) Le même 20 juillet, Cassen est invité sur France Inter (« Le téléphone sonne »). Trop absorbé par sa dénonciation des « casseurs », il écoute sans broncher le présentateur interrompre un auditeur qui soulignait la médiocrité des médias.

Inquiet, Aguiton réagit en saturant les télévisions italiennes. Le quotidien *Le Parisien* lui rend hommage en publiant dans un petit encadré les propos de trois *global leaders* : Jacques Chirac, Georges Bush et... Christophe Aguiton (21.07.01).

Cassen, cité par l'hebdomadaire *Time* (23.07.01), remonte toujours à la corde. Et le 27 juillet, les deux destriers galopent bride contre bride : Aguiton ostracise les « Black blocs » dans *Libération* (en partie détenu par un capital-risqueur britannique) tandis que le président d'Attac s'épanouit dans les colonnes du *Point* (propriété de Pinault). Soudain, Cassen sort sa botte secrète : une tribune dans *Le Journal du dimanche*, propriété de Matra-Hachette (29.08.01). Parade immédiate d'Aguiton, qui se fait lécher et louer par son camarade de la LCR Philippe Corcuff dans le *NEM* (*Non-Événement du mercredi*, ex-*Charlie Hebdo*, propriété de Philippe Val Inc., 01.08.01). La réplique ne tarde pas : dans un entretien à *Témoignage chrétien* (03.08.01), une publication renflouée par *Le Monde diplomatique*, Cassen confesse : « *Nous évitons soigneusement d'utiliser les mots en "isme", capitalisme, par exemple.* »

Le museau fumant de rage, Aguiton fixe désormais la croupe de son rival qui laisse choir sur la « une » fangeuse du *QVM* une tribune contre Alain Minc (24.08.01). Quelques jours plus tôt, ce nabot malfaisant avait en effet agité ses petits bras pour imposer dans *Le Monde*, dont il préside le conseil de surveillance, ses réflexions sur la « Mondialisation heureuse » (17.08.01). C'est dans *Politis*, hebdomadaire dont il vice-préside le conseil de surveillance, que Cassen complétera son explication de texte (23.08.01).

Après avoir léché la cheffaille d'Attac en juillet et en août, les médias (qui mentent) la lâchent et la lynchent en septembre

Défait, Aguiton en est réduit aux accessits : s'assoupir sur LCI dans les bras d'Anita Hauser (11.09.01), palabrer sur la chaîne Bloomberg d'information financières [2].

Attac n'en était pas quitte pour autant. Le 1er septembre, Edwy Plenel, Roi du téléachat sur LCI, convoquait à son émission « Le Monde des idées » René Passet, président du conseil scientifique de l'association. Ravi de s'exprimer dans la tour TF1, propriétaire de LCI, le RTA remuait la queue : « *Bienvenue au "Monde des idées". Ce sont les héros de la rentrée. Ils étaient à Gênes dans la rue. Et ça a fait du bruit. Et ça a fait mal. Et puis ils étaient aussi sur les plateaux de télévision.* [...] *Ce sont ceux qu'on appelle, dans un raccourci on va le voir, les antimondialistes. Les militants notamment de l'association Attac.* » Tout en oubliant d'évoquer les méfaits d'une multinationale nommée Bouygues, René Passet rassura le petit télégraphiste ex-trotskyste, néo-mondain et toujours moustachu : « *Vous savez, les jeunes gens au regard fiévreux qui veulent nous imposer leur perfection, ce n'est pas ma tasse de thé.* [...] *Bien sûr, nous ne sommes pas révolutionnaires.* »

Distraire le RTA sur les plateaux de Bouygues, braire dans les studios de Lagardère ou noircir les colonnes Matra aboutit d'abord à blanchir les médias de leurs anciens mensonges et à absoudre leurs prochaines campagnes de propagande capitalistes et guerrières.

Mais collaborer avec les médias qui mentent, c'est aussi leur octroyer le pouvoir de choisir des porte-paroles de la contestation disponibles et conformes à leurs attentes.

Conjoindre avec les médias (qui mentent), c'est enfin leur concéder le pouvoir de dénaturer le mouvement contestataire. Quand une poignée d'éditorialistes exigera le ralliement d'Attac à la gauche plurielle, ils propulseront au devant de la scène le réserviste adéquat. Dans les rédactions, Pierre Tartakowsky, secrétaire général d'Attac, fait figure de favori pour ce rôle de félon. Pendant qu'Aguiton et Cassen se disputaient le trophée du PPA, « Tarta » flattait en tapinois les socialistes et les médias. Palabrant aux Rencontres de Pétrarque organisées par *Le Monde* et France Culture, prêt à se déplacer dans les locaux du *QVM* dès qu'un rédacteur le siffle, il a déjà donné à la gauche qui capitule des gages de sa bonne volonté : « *À Attac, il y a deux écoles par rapport à Jospin. Ceux qui pensent que l'opération séduction du gouvernement est une machination préélectorale et ceux qui estiment qu'une vraie réflexion s'opère au sein d'un PS confronté à l'effritement du PCF.* » (*Libération*, 24.08.01)

En attendant, la presse qui hurlait de joie quand l'OTAN détruisait des bâtiments civils à Bagdad et à Belgrade a sommé les opposants à la mondialisation de faire pénitence (lire encadré) et de se dissoudre dans l'union sacrée derrière George W. Bush.

1. *PLPL* a consigné dans ses archives chacune de leurs interventions. Mais, n'ayant pas pour vocation de publier des bottins, l'organe central de la Sardonie libre a décidé de n'en évoquer qu'une sur mille.

2. Pour l'inviter à n'importe quelle émission, y compris la nuit, écrivez-lui à <aguiton@mediattac.org>.

À MORT L'ANTI-MONDIALISATION

Les médias attendaient avec impatience un prétexte pour repartir à la chasse aux anti-capitalistes à qui ils avaient dû concéder quelques bribes de parole pendant l'été. Les attentats de New York et de Washington, imputés à un milliardaire qui dissimule sa moustache sous une barbe, ont fait l'affaire...

« *C'est la phrase de la semaine : Nous sommes tous des A-mé-ri-cains ! Elle est de Jean-Marie Colombani, le directeur du journal* Le Monde. [...] *Elle est parfaite.* [...] *Mais les amis de Milosevic et de Saddam Hussein se sont mobilisés.* [...] *On peut se demander si toutes ces réticences qu'on ne rencontre nulle part ailleurs en Europe ne sont pas le premier signe d'un retour d'une veille maladie française, l'anti-américanisme primaire. Avec son nouveau look, son corollaire, l'anti-mondialisation primaire.* » (Georges-Marc Benamou, Europe 1, 16.09.01)

« *Depuis les attaques terroristes subies par les États-Unis, les mouvements anti-mondialisation sont sur la défensive, confrontés au début de procès qui leur est fait d'avoir nourri un ressentiment contre l'Amérique et d'avoir contribué à la montée de certains extrémismes.* » (*Les Échos*, 21-22.09.01)

« *La montée de la violence lors des derniers sommets internationaux (Nice, Göteborg, Gênes) a quand même de quoi laisser rêveur. On pourrait même songer à quelques manipulations des milieux les plus extrémistes : un mouvement international voudrait en tout cas déstabiliser l'Occident qu'il ne s'y perdrait pas d'une autre manière. À semer le vent, on peut récolter la tempête...* » (Philippe Chalmin, « Mondialisation, antimondialisation : à revoir », *Le Monde*, 21.09.01)

« *Depuis les poseurs de bombe antimondialistes qui tuèrent l'an dernier la jeune employée d'un MacDonald's breton jusqu'aux organisateurs du nouveau Pearl Harbor se dessinent les contours d'une nouvelle internationale de la haine.* » (Alain-Gérard Slama, « Djihad contre McWorld, éditorial, *Le Figaro-Magazine*, 15.09.01)

Florence Belkacem, journaliste, interroge Bernard Cassen, président d'Attac-France : « *Qu'est ce que vous répondez à ceux qui disent : "Qui vole un œuf vole un bœuf" ? Je traduis : "Qui arrache un pied de maïs transgénique est capable un jour, on ne sais pas, de poser une bombe" ?* » (Europe 1, 16.09.01)

En somme, et pour conclure, « La libéralisation des échanges, réponse au terrorisme », titrait le *Figaro-Économie* (13.09.01).

Mondialisation

Dans son édition datée du 19 juillet 2001, *Le Monde* publie un sondage, commenté par le journaliste Gérard Courtois, « *sur l'attitude des Français à l'égard de la mondialisation.* » Ce sondage donnera lieu à mille réactions et sera régulièrement cité par certains contestataires. Il a surtout permis au *Quotidien vespéral des marchés* de parasiter le débat sur la lutte contre les marchés.
***PLPL* renvoie le sondage et son commentateur au néant d'où ils n'auraient jamais dû sortir.**

MONDIALISATION : LES FRANÇAIS S'INTERROGENT (1)

Le sondage réalisé par la SOFRES pour *Le Monde* à la veille du sommet de Gênes éclaire de façon assez nuancée (2) l'attitude des Français à l'égard de la mondialisation. Certes, une grosse moitié des personnes interrogées (55 %) y voient une menace pour leur emploi et leur entreprise, tandis qu'un gros tiers (37 %) y voient une chance de développement pour les entreprises. Après les croisades (3) de José Bové, d'Attac ou de l'extrême gauche, après les affrontements (4) de Seattle, de Davos ou de Göteborg, on (5) aurait pu penser que la globalisation planétaire de l'économie faisait figure d'épouvantail. Même si l'inquiétude domine, ce n'est pas vraiment le cas (6). D'autant moins que les appréciations sont nettement différenciées, selon l'âge et la sociologie (7).
En effet, la mondialisation apparaît comme une chance à une nette majorité des jeunes âgés de 18 à 24 ans (54 % contre 43 %) et à une majorité relative des 25-34 ans (48 % contre 47 %), alors qu'elle est largement considérée comme une menace par les plus âgés. De même, si les commerçants, les artisans, ainsi que les ouvriers et les retraités expriment, très largement, leur inquiétude, les cadres et professions intellectuelles sont très majoritairement confiants (8) ; plus surprenant, les gros bataillons des professions intermédiaires et des employés se partagent, presque pour moitié, entre optimistes et pessimistes (9). Enfin, si les communistes et l'extrême droite sont les plus hostiles à la mondialisation (10), les sympathisants socialistes se partagent très exactement entre confiance et inquiétude.

L'ÉCART NORD-SUD

Tout aussi inattendus sont les motifs de la crainte inspirée par la mondialisation.
En effet, deux sondés sur cinq (39 %) – et les deux tiers des jeunes de 18 à 24 ans, comme 58 % des cadres et professions intellectuelles – appréhendent surtout « *l'accroissement des inégalités entre les pays du Nord et les pays du Sud* ». L'autre grand motif d'inquiétude est la domination de la Bourse et la tyrannie des marchés financiers, pour 37 % (11). En revanche, la menace sur l'emploi n'est évoquée que par 21 % des sondés (mais 44 % des sympathisants communistes).
L'inquiétude dominante se traduit par un soutien très majoritaire aux mouvements et associations anti-mondialisation : près des deux tiers des personnes interrogées approuvent tout à fait (14 %) ou plutôt (49 %) leur action et jusqu'aux trois quarts chez les 35-49 ans, les professions intermédiaires, les communistes et les écologistes. Mais 8 % seulement des sondés désapprouvent tout à fait la résistance de ces mouvements (12).
Les anti-mondialisation, à l'évidence, sont en phase avec les attentes que révèle le sondage. Trois Français sur quatre (76 %) – et même 62 % des sympathisants de Démocratie libérale – estiment notamment qu'il n'y a pas suffisamment de règles protectrices dans l'économie d'aujourd'hui. [...]
Enfin, jugés comme les premiers bénéficiaires de la mondialisation, les entreprises multinationales et les marchés financiers, sont également considérés par trois sondés sur cinq comme ayant trop de pouvoir. (13) [...]

Gérard Courtois

(1) « Les Français » ne s'interrogent pas. C'est le *QVM* (ex-*Le Monde*) qui les interroge afin de compenser l'essoufflement de ses ventes provoquée par la fin de la série « Loft Story ».
Il le fait via un institut de sondage réputé pour le systématisme de ses erreurs.

(2) Quand 55 % des sondés [lire ci-dessous] expriment la terreur que leur inspire la mondialisation capitaliste, c'est-à-dire la dictature de la Bourse sur la vie économique et sociale, Gérard Courtois trouve cette réponse « assez nuancée ».

(3) Quand Balladur ou Le Nabot malfaisant Alain Minc publient une de leurs très nombreuses « unes » du *QVM*, personne ne parle de « *croisade* ».

(4) Gérard Courtois, dont une journaliste du *Monde des Livres* a révélé à *PLPL* qu'il ne raterait jamais une émission du « Bigdil », ne s'informe sur la mondialisation qu'en regardant les journaux télévisés de TF1 et les émissions de téléachat de LCI.
C'est pour cela que, à l'instar de ses confrères, seuls les « affrontements » lui paraissent dignes d'être relevés.

(5) Qui, « on » ? Patience.

(6) C'est n'est pas le cas quand « on » a pour nom Gérard Courtois. Vingt jours avant la publication de cet article, Courtois était devenu président de la Société des personnels du *Monde*. Élu à l'unanimité, c'est-à-dire imposé par Ramina [Jean-Marie Colombani], le Roi du téléachat [Edwy Plenel] et le Nabot malfaisant [Alain Minc], Gérard Courtois est également président d'un fonds de placement actionnaire du *QVM* (*Le Monde*, 10.07.01). On ne s'étonnera pas que, dans ces conditions (prospères), la mondialisation ne soit pas, pour Courtois, un épouvantail. Selon notre informatrice du *Monde des Livres*, Courtois se serait fait, lors d'une réunion de la Société des rédacteurs, le défenseur de l'entrée en Bourse du *QVM* en bredouillant les bribes d'un texte faxé par le Nabot malfaisant, auquel il ne comprenait pas un mot.

(7) Pas seulement l'âge et la sociologie. Le président d'un fonds de placement actionnaire d'une entreprise prochainement cotée en Bourse a tendance, comme le Nabot malfaisant Alain Minc à juger la « mondialisation heureuse » (titre d'un livre raté du président, inamovible, du Conseil de surveillance du *Monde*.)

(8) En somme, reprenant ici les thèmes méprisants du parti de la presse et de l'argent (PPA) au moment de Maastricht, Courtois suggère que seuls les vieux, les pauvres et les travailleurs, qu'il tiendrait pour un ramassis de « *braillards ignorants* », sont contre le capitalisme. Autant dire que leur opinion ne compte pas, même si elle est majoritaire (« une grosse moitié »). En revanche, les lecteurs aisés et branchés qui sont susceptibles d'acheter le supplément « Argent » du *QVM* – et bientôt des actions de ce quotidien gluant – bénéficient de toutes les attentions, même s'ils sont très minoritaires.

(9) C'est-à-dire ceux qui ont tout à attendre d'un système qu'ils dominent et ceux qui ont tout à redouter d'un système qui les exploite.

(10) C'est le thème habituel du PPA : face aux « extrêmes », réfugions-nous dans le cercle de la raison balladurienne. Ce refrain sur les « rouges-bruns » a contaminé l'ensemble des éditorialistes mondains.

(11) Ce résultat n'est « inattendu » que pour un journaliste du *QVM*, par ailleurs président d'un fonds de pension.

(12) *Le Monde* fait partie de ces 8 %.

(13) L'entrée en Bourse du *QVM* donnera un peu plus de pouvoir à ces marchés financiers qui pourront menacer de vendre des actions les jours où Courtois et le Roi du téléachat n'écriront plus d'éditoriaux à la gloire du capital et de l'Amérique.

PLPL vous offre un matraquage

le Parisien Edition de Paris

Toujours plus de délinquance

INSECURITE. Plus de deux millions de crimes et de délits au cours des six premiers mois de l'année : la délinquance augmente de 9,58 % en France par rapport à la même période de l'année 2000. Les vols arrivent en tête, mais les crimes contre les

le Parisien Dimanche

Voyage au cœur des bandes

BANLIEUE. Quatre semaines après le règlement de comptes qui a oppos

le Parisien Edition de Paris

BANLIEUES

Les pompiers ont peur

TRAINS

Comment voyager en sécurité

DÉLINQUANCE. L'agression d'une contrôleuse, qui a provoqué d'importantes perturbations sur le réseau Sud-Est hier, repose de manière aiguë le problème de

le Parisien Edition de Paris

BANLIEUE

Un été chaud ?

DELINQUANCE. Des incidents à Sevran (Seine-Saint-Denis), d'autres dans l'Essonne, d'autres encore en province : il n'en fallait pas plus, pour ... ministère de la Ville multiplie les opérations de prévention. Et voilà que les élus s'y mettent

le Parisien Edition de Paris

Métro : insécurité à la hausse

SERIE. « Le Parisien » ouvre aujourd'hui une enquête sur ce qui se passe vraiment dans le métro. Les chiffres des six premiers mois de l'année sont

www.leparisien.com N° 17521

le Parisien Edition de Paris

Insécurité : il y a urgence

le Parisien Edition de Paris

Trains de banlieue : l'insécurité monte

DELINQUANCE. Le nombre d'agressions de voyageurs dans les trains de banlieue et dans le RER en Ile-de-France a augmenté de 13,9 % au cours des dix premiers mois de l'année 2000, par rapport à 1999. Une situation préoccupante pour la SNCF qui vient de prendre une série de mesures destinées à renforcer la sécurité : effectifs de police en augmentation, ouvertures de commissariats dans les gares sensibles et développement de la vidéosurveillance. Des mesures visant à regrouper, en heures creuses, les voyageurs dans une même voiture seront testées dans les prochaines semaines sur la ligne C du RER. Pages 2 et 3

le Parisien Edition de Paris

Violence des enfants : les parents débordés

EDUCATION. Les chiffres inquiétants de la délin- agressivité qui commence parfois au sein même

JEUDI 26 JUILLET 2001 www.leparisien.com N° 17691

Parisien Edition de Paris

ses chances Pages 15 à 18

+21% EN 6 MOIS

Explosion des braquages en Ile-de-France

BANDITISME. La hausse des attaques à main armée atteint 21 % au cours des six premiers mois de pour les commerces, les stations-service, les grandes surfaces et la restauration rapide, qui sont les nouvelles

l'écart Page 4

La violence est entrée à l'hôpital

INSECURITE. Des vols par centaines, des agressions, du racket et même des dealers au mi-

PLPL N°6